

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber  
CS 52 002  
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 25/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CSP PARIS FASHION GROUP**

590, route du Pont de la Croix  
30 120 Le Vigan

Références : SC/2024-06-264  
Code AIOT : 0006600827

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement CSP PARIS FASHION GROUP implanté 590, route du Pont de la Croix – 30 120 Le Vigan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de deux actions nationales 2024 :

- l'action nationale « sécheresse » qui s'inscrit dans la nécessité d'une gestion équilibrée de la ressource en eau en période de sécheresse. Pour cela, l'arrêté ministériel « sécheresse » du 30 juin 2023 définit les mesures de restriction à mettre en œuvre au sein des établissements industriels prélevant des quantités d'eau importante et/ou ceux prélevant dans une ou plusieurs masse(s) où les tensions sur la ressource sont particulièrement fortes ;
- l'action nationale « PFAS » qui vise à la réduction de la présence des PFAS à la source et à la poursuite de la surveillance des milieux. En ce sens, l'arrêté ministériel « PFAS » du 20 juin 2023 impose aux installations classées concernées d'analyser la présence de PFAS dans leurs effluents aqueux.

L'objectif de cette visite est de vérifier :

- la conformité de l'établissement à l'arrêté du 30 juin 2023 susvisé durant les périodes de sécheresse, ainsi que sa préparation aux épisodes à venir.  
À ce titre, les données collectées lors de la présence inspection permettront de rédiger un arrêté préfectoral complémentaire spécifique aux dispositions à respecter en cas de période de sécheresse ;
- les analyses des effluents en fonction de tous les PFAS susceptibles d'être présents tout en respectant les exigences de fiabilité et de précision pour l'analyse de ses effluents.

## Rapport de l'Inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 20/06/2024 de l'établissement CSP PARIS FASHION GROUP implanté 590, route du Pont de la Croix – 30 120 Le Vigan, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Sous-Préfète les propositions suivantes.

À la suite de l'examen de la prescription, il est nécessaire de fournir le **justificatif** permettant de prouver le respect de la conformité. Dans ce cadre, le justificatif suivant doit être transmis sous un délai de 1 mois : la liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes dans les produits d'entretien

Dans l'hypothèse où le justificatif ne serait pas fourni dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **Liste des substances PFAS**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

À la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une **action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai de 3 mois, il est nécessaire de chiffrer les volumes d'eau nécessaires au bon fonctionnement des adoucisseurs ainsi que des volumes d'eau réutilisés dans le process par rapport à la consommation d'eau du site.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de chacune des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **Réductions imposables l'exploitant**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II

- **Les installations exemptées**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après font l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** dont un projet est joint en annexe du présent rapport:

- **Adaptations locales**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5



**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CSP PARIS FASHION GROUP
- 590, route du Pont de la Croix – 30 120 Le Vigan
- Code AIOT : 0006600827
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

L'établissement est implanté sur la commune du Vigan dans le quartier de l'Elze depuis 1965. L'usine est spécialisée dans la teinture des bas, mi-bas et collants.

Les activités de teintures exercées par la société Textiles Well qui appartient au groupe CSP PARIS FASHION GROUP depuis 2014, sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°79-011 du 15 juin 1979.

Les dispositions de cet arrêté relatives à la prévention de la pollution des eaux ont été remplacées par de nouvelles dispositions édictées par l'arrêté préfectoral complémentaire n°96-005 du 6 mai 1996.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- AN 24 Sécheresse
- AN 24 PFAS

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

– « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Réductions imposables l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-II	Demande d'action corrective	3 mois
4	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Prescriptions complémentaires	
6	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
2	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Sans objet
7	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
8	Qualification pour réaliser les campagnes d'analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
9	Exigences des prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Précision des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
11	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet



### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réalisés sur le site dans le cadre de l'action nationale « Sécheresse » ont permis d'identifier les actions pérennes d'optimisation des équipements de la teinturerie et de réduction des volumes d'eau prélevés depuis 2010. L'inspection demande toutefois à l'exploitant d'évaluer les volumes d'eau qui sont réutilisés dans le process et les volumes d'eau nécessaires pour le bon fonctionnement des adoucisseurs de l'usine afin d'avoir à disposition ces données en cas d'une prochaine inspection en période de sécheresse.

La visite d'inspection a mis également en évidence les efforts de l'exploitant pour réduire sa consommation d'eau du site en 2023 lors de la période de sécheresse et pour respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. En période de crise, l'exploitant est parvenu à atteindre une baisse de ses prélèvements de 25 %. L'exploitant met en avant les difficultés qu'il pourrait rencontrer si un niveau de restriction supérieur à 25 % serait prescrit à son établissement. C'est pourquoi, l'inspection propose de prescrire dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint en annexe du présent rapport, les mêmes dispositions que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 prévoit sur les réductions d'eau en fonction des niveaux de gravité de la sécheresse.

S'agissant de l'action nationale « PFAS », l'inspection a permis de s'assurer de la bonne application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2024 susvisé. Ainsi, l'inspection a pu vérifier que l'exploitant a analysé ses effluents en fonction des PFAS susceptibles d'être présents, a respecté les exigences de fiabilité et de précision pour l'analyse de ses effluents et a déclaré ses résultats sur le module GIDAF.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Prélèvements d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, Article 1-I

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup> et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

**Constats :**

L'établissement exploité par la société CSP PARIS FASHION GROUP relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2330 (Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles).

Les besoins en eau pour le process (teinture, savonnage, rinçage, production de vapeur, refroidissement des équipements...) proviennent du prélèvement dans le ruisseau du Coularou, affluent de l'Arre.

Les prélèvements d'eau total du site sont supérieurs à 10 000 m<sup>3</sup> par an. Les consommations d'eau annuelle du site depuis 2017 sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Année	Consommation d'eau en m <sup>3</sup>
2017	28 998
2018	20 585
2019	22 473
2020	18 783
2021	20 825
2022	22 125
2023	18 630



Compte tenu de ce qui précède, les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé sont applicables à l'établissement.

À noter que l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ne prévoit pas de prescriptions relatives à la sécheresse. La présente inspection est donc réalisée dans le cadre de prescrire des dispositions adaptées à l'établissement en cas de période de sécheresse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N°2 : Réductions d'eau de l'exploitant

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, Article 2-I

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Respect des mesures de restrictions

### **Prescription contrôlée :**

Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

### **Constats :**

Le jour de l'inspection, aucun des niveaux de gravité sécheresse n'était déclenché, le Gard n'étant actuellement pas rentré en période de sécheresse. Ces prescriptions ne s'appliquent actuellement pas aux installations exploitées par CSP PARIS FASHION GROUP.

L'inspection a néanmoins interrogé l'exploitant sur les mesures de réduction de prélèvements d'eau qui ont été mises en œuvre lors de la période de sécheresse de 2023. Pour rappel, la zone d'alerte où est implanté le site (zone 8b : « Arre de sa source à sa confluence avec l'Hérault ») se trouvait en crise à partir du 10 août 2023 jusqu'au 5 octobre 2023, puis au niveau de gravité d'alerte renforcée tout le mois d'octobre.

L'exploitant a indiqué avoir sensibilisé le personnel sur le dépassement du seuil de crise et sur les règles d'économie d'eau via la communication par lettre trimestrielle diffusée aux salariés.

S'agissant des consommations d'eau liées au process, l'exploitant a mis en œuvre dès septembre 2023 (l'usine est fermée les 3 premières semaines d'août) un plan d'action permettant de diminuer les prélèvements d'eau à hauteur de 25 % comme le prévoit l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé lorsque que le niveau de gravité de la crise est déclenché.

La consommation d'eau moyenne de 2022 s'est élevée à 100 m<sup>3</sup> par jour. L'objectif a donc été de réduire la consommation du site à un débit moyen (sur 5 jours) de 75 m<sup>3</sup>/j. Notamment en 2023, l'exploitant a mis en place les mesures organisationnelles suivantes :

- report de certaines teintures consommatrices d'eau (telles les teintures en armoire),
- décalage des teintures prévues en fin de semaine sur la semaine suivante, pour ne pas dépasser le débit moyen fixé de 75 m<sup>3</sup>/j,
- la réduction voire la suppression du nombre de savonnage, opération venant en amont de la teinture.

Ainsi, il est constaté que les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ont été respectées lors de la période de sécheresse de 2023.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté la liste des améliorations et investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés dans le milieu naturel. Les besoins en eau nécessaires pour les activités exercées sur le site ont donc pu être réduits au maximum par la mise en œuvre des mesures suivantes à partir de 2010 :

- récupération des eaux de refroidissement du four de séchage, l'eau circulant en circuit fermé (2012)
- modification des process de fabrication permettant le recyclage des bains de rinçage (2014),
- mise en place de variateurs de vitesse installés sur les pompes des autoclaves (2016),



- calorifugation des tuyaux d'eau (2022 et 2023),
- maintenance sur les purgeurs (2023).

Ces actions mises en œuvre ont permis de faire diminuer le rapport volume d'eau prélevé par tonne de produits teints de 126 m<sup>3</sup>/t en 2010 à 84 m<sup>3</sup>/t en 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N°3 : Réductions imposables l'exploitant

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, Article 2-II

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Volume de référence

#### **Prescription contrôlée :**

II. Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.

#### **Constats :**

Comme rappelé à la fiche de constat n°2, la consommation d'eau moyenne du site peut être réduite au maximum à 75 m<sup>3</sup>/j. Ce débit journalier a été obtenu en appliquant une réduction de 25 % sur le volume moyen annuel de 2022, c'est-à-dire 100 m<sup>3</sup>/j.

L'exploitant précise que toutes demandes supplémentaires d'économie d'eau entraîneraient soit une dégradation de la qualité des produits et/ou la réduction volontaire du taux de livraison aux clients. De plus, l'exploitant n'envisage pas d'arrêter la production de l'usine si la situation de sécheresse perdure sur les mois de septembre et octobre comme en 2023, car le pic de l'activité s'étale entre septembre et janvier.

La moyenne des volumes journaliers prélevés sur les années précédentes est de l'ordre de 97 m<sup>3</sup>/j. C'est pourquoi, le volume de référence qui sera retenu dans le projet d'arrêté préfectoral relatif à la sécheresse, correspondra à 100 m<sup>3</sup>/j.

Il convient de noter que ce volume de référence prend en compte les volumes d'eau indispensables au bon fonctionnement des adoucisseurs, équipements qui permet d'obtenir une qualité optimale de l'eau rentrant dans le process. Ces volumes d'eau nécessaires pour la régénération des adoucisseurs (cycle de régénération automatique) et pour le nettoyage des filtres associés aux adoucisseurs (opérations manuelles encadrées par une procédure) n'ont pas été comptabilisés par l'exploitant.

L'inspection demande donc à l'exploitant de déterminer le volume d'eau nécessaire à la régénération des adoucisseurs et au nettoyage des filtres afin de ne pas en tenir compte dans le volume de référence retenu. L'exploitant devra également mettre en place un suivi de ces opérations de régénération et de nettoyage pour pouvoir identifier les jours où sont effectuées ces opérations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



**N°4 : Les installations exemptées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, Article 3

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Installations non soumises à l'article 2

**Prescription contrôlée**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du Code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- un nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé.

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

**Constats :**

Les installations exploitées par la société CSP PARIS FASHION GROUP ne sont pas exemptées des obligations de réduction au regard des critères d'exemption n°1, 2 et 4 définis par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2024 susvisé.

S'agissant du critère n°3 relatif à la réutilisation d'au moins 20 % d'eaux dans le process, l'exploitant a démontré qu'une partie des eaux de process est réutilisée au niveau de certains équipements. Cela concerne :

- les eaux de refroidissement du four de séchage haute fréquence, les eaux circulant en circuit fermé,
- les eaux de refroidissement des autoclaves qui sont envoyées dans les cuves de préparation des teintures,
- les eaux de rinçage des bains de teinture qui sont également récupérées dans les cuves de préparation,
- la récupération des condensats au niveau de la chaudière fonctionnant au gaz.

L'optimisation des équipements intervenue entre 2012 et 2023 ainsi que la réutilisation des eaux de process ont permis d'obtenir un ratio quantité d'eau prélevée par tonne de produits teints d'environ 83 m<sup>3</sup>/t, ratio calculé en moyenne sur les 7 dernières années, soit une réduction de 33 % par rapport à l'année 2010 et une réduction de 27 % par rapport à l'année 2011, années à partir desquelles les actions de réduction ont été menées sur le site.

Au regard des actions de réduction pérennes mises en place, l'exploitation de l'installation rentrerait dans le champ des exemptions du critère n°3 de l'arrêté ministériel. Toutefois, l'exploitant n'a pas déterminé le taux réel de réutilisation des eaux prélevées.



L'inspection demande à l'exploitant d'évaluer les volumes d'eau qui sont réutilisés par rapport à son prélèvement d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N°5 : Adaptations locales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, Article 5
<b>Thème(s) :</b> Action nationale 2024, Prescriptions locales plus contraignantes
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p>L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations exploitées par la société CSP PARIS FASHION GROUP sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2024 susvisé, comme évoqué dans la fiche de constat n°1.</p> <p>Le département du Gard dispose d'un arrêté préfectoral cadre n°30-2023-05-24-00001 pris le 24 mai 2023, lequel fixe des restrictions plus contraignantes que l'arrêté ministériel, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– alerte : réduction du prélèvement d'eau de 30 % ;</li> <li>– alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 50 % ;</li> <li>– crise : arrêt des prélèvements.</li> </ul> <p>Lors de la période de sécheresse de 2023, une réduction de 25 % de la consommation d'eau de l'usine a pu être réalisée grâce aux mesures de restriction mises en œuvre. L'exploitant précise cependant que toutes demandes supplémentaires d'économie engendreraient une dégradation du niveau de qualité des produits teints et/ou la rupture d'approvisionnement des clients.</p> <p>À ce titre, il convient de privilégier la prescription de mesures de restrictions d'eau spécifiques et adaptées à l'activité de teinture du site en prévoyant des mesures proportionnées aux différents niveaux de gravité de la crise sécheresse. L'inspection propose en conséquence des prescriptions complémentaires à appliquer en période de sécheresse et précisées dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°6 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 2
<b>Thème(s) :</b> Action nationale 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>



**Constats :**

L'exploitant a transmis à tous ses fournisseurs de produits utilisés dans le procédé de teinture (colorants, pigments, produits auxiliaires de teinture, fixateur, adoucissant, agent d'égalisation...), un courrier daté du 6 juillet 2023 leur demandant de transmettre la liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes dans chacune des références vendues à la société CSP PARIS FASHION GROUP.

Les courriers en réponse des fournisseurs ont été consultés le jour de l'inspection. Ils mettent en évidence qu'aucune substance PFAS n'a été relevée dans les différents produits employés sur le site.

L'analyse de la présence de substances PFAS n'a pas porté sur les produits d'entretien utilisés pour le nettoyage de l'atelier de teinturerie, les eaux de lavage étant dirigées vers la station de pré-traitement du site. L'exploitant devra interroger la société de nettoyage en charge des opérations d'entretien et la réponse apportée par la société sera transmise à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°7 : Réalisation des campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 3

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

L'exploitant a réalisé une campagne d'analyses des substances PFAS sur trois mois consécutifs telle que prévue à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé. Ces trois campagnes se sont déroulées du 24 octobre au 25 octobre 2023, du 28 novembre au 29 novembre 2023 et du 19 décembre au 20 décembre 2023. Les prélèvements ont été effectués au niveau du point de rejet de la station de prétraitement du site.

La première campagne d'analyses a bien été réalisée dans les 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, délai imposé selon la rubrique ICPE de l'établissement (rubrique n°2330).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°8 : Qualification pour réaliser les campagnes d'analyses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Accréditation des organismes mandatés

**Prescription contrôlée :**

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.



**Constats :**

Les prélèvements des 3 campagnes de mesure ainsi que les analyses ont été effectués par Eurofins Hydrologie, laboratoire accrédité COFRAC. En particulier, les prélèvements ont été réalisés par Eurofins Hydrologie Sud et les analyses sous-traitées à Eurofins Hydrologie Est dans leur laboratoire situé à Maxéville.

Selon l'exploitant, Eurofins aurait procédé à certaines analyses dans leur laboratoire de Suède au vu de la surcharge de travail des laboratoires implantés en France et du délai d'attente engendré.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°9 : Exigences des prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Exigences pour le prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a pu justifier au moyen de fichiers de suivi des équipements de la teinturerie (autoclaves et rotatives), ainsi que des quantités de produits teints et des volumes d'eau prélevés pour le process, que les prélèvements ont été réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. La quantité de produits teints s'est élevée respectivement à 781 kg, 1 120 kg et 696 kg pour les analyses d'octobre, novembre et décembre 2023. Ces quantités journalières sont en cohérence avec la production annuelle qui s'est élevée à 222 tonnes en 2023 sur 218 jours travaillés, ce qui représente une quantité moyenne de produits teints de 1 tonne par jour. Il convient de noter que la production de produits teints de l'usine est saisonnière, le pic d'activité s'étalant entre septembre et janvier.

Les prélèvements ont été effectués au niveau du point de rejet de la station de prétraitement du site sur une durée de 24 h. Les effluents analysés n'ont pas été dilués avec d'autres effluents, notamment les eaux usées sanitaires.

Les analyses des effluents prélevés ont porté sur les 20 substances PFAS et les 8 autres substances PFAS listées à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, ainsi que sur l'indice AOF qui permet de détecter le fluor organique adsorbable en milieu aqueux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°10 : Précisions des mesures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Respect des limites de quantification

**Prescription contrôlée :**

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L,

la mention « non quantifiée » est précisée.

**Constats :**

Les résultats des 3 campagnes d'analyses mettent en évidence :

– un dépassement de la limite de quantification de 2 µg/l pour l'indice AOF pour les 3 mesures (octobre 2023 : 100 µg/l, novembre 2023 : < 40 µg/l et décembre 2023 : < 100 µg/l).

Le laboratoire Eurofins précise pour la valeur de l'indice AOF obtenue lors de l'analyse de décembre, que « la nature de l'échantillon ne nous permet pas de tenir les limites de quantification habituelles. Nous avons procédé à des dilutions pour permettre la bonne absorption sur le filtre en évitant le colmatage précoce (saturation des charbons actifs). » ;

– le respect de la limite de quantification de 100 ng/l pour chacune des substances PFAS (valeur < 0,1 µg/l) lors de l'analyse d'octobre 2023 ;

– un dépassement de la limite de quantification de 100 ng/l pour chacune des substances PFAS (valeur < 1 µg/l) lors de l'analyse de novembre 2023.

Le laboratoire Eurofins indique dans le rapport : « la limite de quantification a été augmentée en raison du caractère particulier de la matrice (trop opaque), nécessitant une dilution. La nature de l'échantillon ne nous permet pas de tenir les limites de quantification habituelles. » ;

– le respect de la limite de quantification de 100 ng/l pour chacune des 28 substances PFAS pour l'analyse de décembre, avec néanmoins l'observation suivante de la part d'Eurofins sur 25 des 28 PFAS analysés :

« un écart a été observé lors de la mise en œuvre de la méthode d'essai, les résultats sont émis hors des spécifications de la méthode accréditée. »

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°11 : Déclaration des résultats GIDAF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

L'exploitant a saisi les résultats obtenus lors des trois campagnes d'analyse sous l'application GIDAF. Les 3 rapports d'analyse ont également été joints dans GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite



Nîmes, le

Unité Inter Départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber  
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : [uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr)

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-035-DREAL**

- complémentaire à l'arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979
- réactualisant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse applicables à la société CSP PARIS FASHION GROUP pour l'exploitation de son usine située sur la commune du Vigan

Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles L. 211-3, L. 216-4 et R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté cadre départemental n°30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard ;



- VU** l'arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979 autorisant la société COGETEX à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'articles chaussants sur le territoire de la commune du Vigan ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°96-005Vv du 6 mai 1996 complémentaire à l'arrêté préfectoral n°79-011 Vv du 15 juin 1979 relatif à la manufacture textile d'articles chaussants sur le territoire de la commune du Vigan ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°0209-062 du 30 septembre 2002 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979 autorisant la société COGETEX à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'articles chaussants sur le territoire de la commune du Vigan ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°1011087 du 16 novembre 2010 prescrivant à la société TEXTILES WELL une étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;
- VU** le récépissé de déclaration n°15-002V du 8 juillet 2015 actant le changement d'exploitant, la société TEXTILES WELL ayant été absorbée par voie de fusion par la société mère CSP PARIS FASHION GROUP ;
- VU** les éléments de réponse relatifs aux dispositions applicables en période de sécheresse transmis par la société CSP PARIS FASHION GROUP par courrier daté du 8 avril 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 juin 2024 qui fait suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société CSP PARIS FASHION GROUP le 20 juin 2024 dans le cadre de l'action nationale 2024 « sécheresse » ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le XX juin 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** les réponses de l'exploitant en date XX juin 2024 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que la société CSP PARIS FASHION GROUP est autorisée par arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979 susvisé à exploiter sur le territoire de la commune du Vigan une activité de fabrication d'articles chaussants au titre de la législation sur les installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent donc être prises ;

**CONSIDÉRANT** les prélèvements de l'établissement sont réalisés au sein de la zone 8b « Arre de sa source à sa confluence avec l'Hérault » ;

**CONSIDÉRANT** l'arrêté cadre départemental n°30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard définit les niveaux d'alerte, les secteurs hydrographiques et les mesures de limitation, restriction ou suspension des usages de l'eau en cas de crise sécheresse afin de permettre un accès à l'eau équitable entre usagers ;

**CONSIDÉRANT** que cet arrêté définit en annexe 6 les mesures minimales de restrictions des usages de l'eau pour les installations classées pour la protection de l'environnement, ;

**CONSIDÉRANT** que le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 prévoit que pour les installations industrielles soumises à la réglementation ICPE il convient de privilégier la prescription de mesures de restrictions d'eau spécifiques à chaque activité, en évitant la prescription de réduction chiffrées et en prévoyant des mesures proportionnées aux



différents niveaux de gravité de la crise sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) ;

**CONSIDÉRANT** que des actions de réduction de la consommation d'eau de la teinturerie ont été mises en œuvre depuis 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que les actions menées ont permis de faire diminuer le ratio volume d'eau prélevée par tonne de produits teints de 25 % depuis 2011 ;

**CONSIDÉRANT** que suivant les éléments du courrier du 8 avril 2024 susvisé, la consommation d'eau annuelle du site varie entre 18 630 m<sup>3</sup> et 28 998 m<sup>3</sup> entre 2017 et 2023 en fonction de la quantité de produits teints ;

**CONSIDÉRANT** que le ratio volume d'eau prélevée par tonne de produits teints est de 83 m<sup>3</sup>/t en moyenne sur les 7 dernières années ;

**CONSIDÉRANT** qu'en conséquence il est nécessaire de compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°79-011Vv du 15 juin 1979 susvisé afin de prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et de l'arrêté cadre départemental sécheresse du 24 mai 2023 susvisés ;

**SUR** proposition de madame la sous-préfète du Vigan ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Bénéficiaire**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société CSP PARIS FASHION GROUP sur son site industriel situé sur le territoire de la commune du Vigan sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

### **Article 2 – Prélèvements d'eau autorisés**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. En particulier, le ratio de référence des quantités totales d'eaux prélevées par tonne de produits teints est limité à 86 m<sup>3</sup>/t en moyenne sur l'année.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

En tout état de cause, lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, soit la **zone 8b « Arre de sa source à sa confluence avec l'Hérault »**, les dispositifs de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée sont relevés quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :



Ressources utilisées	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Zone d'alerte	Prélèvement annuel autorisé (*)	Débit de prélèvement journalier (*)			
					Niveau de gestion sécheresse			
					Normal ou Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Ruisseau Le Coularou affluent de la rivière L'Arre	XXX	FRDR173a	Zone 8b Arre de sa source à sa confluence avec l'Hérault	25 000 m <sup>3</sup>	Débit moyen sur 5 jours de production			
					100 m <sup>3</sup> j	95 m <sup>3</sup> j	90 m <sup>3</sup> j	75 m <sup>3</sup> j

(\*) hors eau à usage sanitaire destinée au personnel, hors usage lié à la lutte contre un incendie et hors impératifs sanitaires (Tours aéroréfrigérantes)

Les réductions mentionnées ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

### Article 3 – Plan d'actions en situation de sécheresse

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement, soit la **zone 8b « Arre de sa source à sa confluence avec l'Hérault »**.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site VigiEAU à l'adresse suivante : <https://vigieau.gouv.fr/>

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence à mettre en œuvre sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau	Mesures spécifiques ICPE cumulatives de niveau en niveau
<b><u>Vigilance</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Information du personnel sur le dépassement du seuil de vigilance</li> <li>Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau</li> <li>Limitations volontaires des usages de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation du personnel au travers de communication en réunion d'équipe</li> <li>Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'usine</li> </ul>



<p><b><u>Alerte</u></b></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre, si nécessaire, d'un programme de renforcement de la surveillance de la qualité des rejets aqueux</li> <li>• Adaptation du programme de production avec :             <ul style="list-style-type: none"> <li>– report des opérations des teintures les plus consommatrices d'eau</li> <li>– diminution du nombre de savonnage</li> </ul> </li> </ul> <p>→ Réduction maximale estimée de 5 m<sup>3</sup> d'eau par jour</p>
<p><b><u>Alerte renforcée</u></b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interdiction d'arroser les pelouses et espaces verts</li> <li>• Interdiction de l'alimentation des points d'utilisation d'eau d'agrément excepté en circuit fermé</li> <li>• Interdiction des tests des poteaux incendie et des purges des réseaux d'eau, hors opération imprévue nécessaire à la garantie de la sécurité des installations</li> <li>• Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>• Usage exclusif de balayeuses/lessiveuses pour le nettoyage des sols des ateliers ou voiries, hors nettoyage particulier et imprévu nécessaire pour garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>• Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mesures définies pour le niveau d'alerte</li> <li>• Mise en œuvre du programme de renforcement de la surveillance de la qualité des rejets aqueux, défini au niveau d'alerte</li> <li>• Définition des éventuelles installations qui devront réduire leur marche de fonctionnement (plages horaires, cadence...)</li> <li>• Définition des modifications à apporter au programme de production en privilégiant les opérations les moins consommatrices d'eau</li> </ul> <p>→ Réduction maximale estimée de 10 m<sup>3</sup> d'eau par jour</p>
<p><b><u>Crise</u></b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relevé quotidien des compteurs d'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rondes journalières pour détecter toute fuite</li> <li>• Actions immédiates pilotées en réunion opérationnelle quotidienne en cas de dérive</li> <li>• Le cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt en sécurité des lignes de production</li> </ul> <p>→ Réduction maximale estimée de 25 m<sup>3</sup> d'eau par jour</p>

#### **Article 4 – Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte**

Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de



l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus.

Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal d'une semaine, un document spécifique « sécheresse » comportant :

- les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ;
- les volumes journaliers d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines, autres...) ;
- le volume d'eau journalier moyen prévisionnel prélevé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours ;
- le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

Ce document est ensuite mis à jour et transmis chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées hebdomadairement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

## **Article 5 – Bilan**

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents,
- les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

## **Article 6 – Sanctions administratives**

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 7 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérécourse Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 8 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/dossier/installations>

#### **Article 9 – Exécution**

La sous-préfète du Vigan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire du Vigan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CSP PARIS FASHION GROUP

Le Préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète,

